

LES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DEMANDENT DES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS DE QUALITÉ

L'absence de services publics de qualité et sensibles au genre, y compris les services de garde d'enfants, constitue un obstacle aux moyens de subsistance décents pour les travailleuses du monde entier. Les coûts et le temps consacré à la garde des enfants continuent d'incomber principalement aux femmes en raison des normes de genre. Le manque de services de soins combiné à la croissance de la population jeune dans certaines régions, telles que l'Afrique subsaharienne, exerce une énorme pression sur les femmes et les filles pour qu'elles assument davantage de responsabilités familiales. L'urbanisation rapide et la migration modifient les structures familiales qui auparavant contribuaient à la garde des enfants. Les femmes, tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales, sont deux fois plus touchées que les travailleurs et les soignants lorsque les gouvernements dépensent moins dans les services publics et que les conditions de travail se détériorent.

Les femmes sont plus susceptibles de trouver du travail dans l'économie informelle concentrée dans des emplois peu rémunérés et vulnérables où elles n'ont pas accès à la protection sociale, comme les prestations de maternité. Elles doivent continuer à travailler quand leurs enfants sont jeunes. Sans services publics de garde d'enfants de qualité, elles font face à des choix difficiles. Les vendeuses de rue et les commerçantes du marché peuvent être obligées à emmener leurs enfants malgré le bruit et l'agitation des marchés bondés. Pour les travailleuses à domicile, la maison est aussi le lieu de travail et il y a beaucoup de matières dangereuses utilisées dans la production qui sont dangereuses pour la santé des jeunes enfants. Les récupératrices de matériaux et les travailleuses domestiques ne peuvent souvent pas emmener leurs enfants au travail et sont forcés soit de laisser leur enfant avec un parent, soit de payer pour des services de garde non réglementés et de mauvaise qualité. Pour certaines femmes et hommes du secteur formel, les conditions de travail se détériorent également. Par exemple, il est de plus en plus difficile de prendre congé pour prendre soin des enfants en raison des conditions de travail de plus en plus mauvaises, y compris l'utilisation de contrats précaires, dans le secteur formel. Dans les secteurs informel et formel, les travailleuses parlent de la culpabilité, du stress et de l'anxiété qu'elles éprouvent en négligeant leurs enfants en raison de leurs heures de travail et de leurs faibles revenus.

Le fait de laisser un enfant avec un parent ou un service de garde a un coût pour les ménages à faible revenu. Les coûts de services de garde non réglementés, même de qualité médiocre, peuvent être si élevés qu'ils peuvent entraîner des dettes. Prendre soin de leurs enfants tout en travaillant réduit leur productivité et entraîne une baisse de revenus. Les femmes peuvent choisir un travail plus flexible et moins rémunéré pour pouvoir également s'occuper des enfants. Ainsi, à un moment où les travailleuses ont besoin de revenus supplémentaires pour s'occuper de leurs enfants, elles ont des gains de moins en moins réguliers. À long terme, le coût pour les femmes se reflète

dans leurs moindres gains et épargnes le long de leur vie. Pour les jeunes enfants, le manque de soins appropriés et de nutrition peut nuire à leur développement physique, mental et émotionnel. Les frères et sœurs plus âgés, en particulier les filles, peuvent avoir à s'occuper des jeunes enfants au lieu de prendre le temps d'apprendre et d'aller à l'école.

Protéger les revenus des femmes quand elles ont de jeunes enfants à leur charge et soutenir le développement de l'enfant exige un investissement dans des services publics de garde d'enfants de qualité. Des services holistiques de garde d'enfants à temps plein qui s'occupent de la nutrition, de l'éducation et de l'apprentissage des jeunes enfants, des soins de santé et de la protection des enfants est un bien public qui profite non seulement aux travailleuses et à leurs enfants, mais aussi à la société en général pour lutter contre la malnutrition et élever des enfants sains et instruits qui entreront sur le marché du travail, qualifiés et confiants de contribuer à la société en tant que citoyens à part entière. Ça augmente les revenus des travailleuses et contribue à la redistribution des responsabilités en matière de garde d'enfants entre les femmes, les hommes et l'État. En outre, l'extension des services publics de garde d'enfants et la protection des droits des travailleuses domestiques, qui exercent souvent la garde d'enfants, créent de nouvelles opportunités de travail décent dans le secteur des soins et d'autres secteurs de l'économie grâce à des effets multiplicateurs.

Tout le monde a besoin de systèmes de protection sociale qui les protègent pendant qu'ils travaillent et prennent des responsabilités de soins tout au long de leur vie. Cela comprend les soins pré, péri et postnatals, les prestations de maternité, les allocations pour enfants et les services de garde d'enfants. Les transferts en espèces ou en nature pour les enfants et leurs soignants ont un effet positif limité en l'absence de services publics de garde d'enfants de qualité. Des services publics de garde d'enfants de qualité et sensibles aux inégalités de genre pour tous les travailleurs et travailleuses sont un investissement immédiat et nécessaire pour promouvoir l'égalité des sexes, protéger les moyens de subsistance des travailleuses et améliorer la qualité du travail des femmes.

Déclaration conjointe de la réunion internationale WIEGO - FES sur la garde d'enfants pour les travailleurs et travailleuses du secteur informel - 1-3 novembre 2017.